



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille vingt-quatre,  
Le lundi 8 avril à 18h30,

Le Conseil Municipal de la Commune de Villefranche de Lauragais (Haute-Garonne), dûment convoqué, s'est réuni en la salle de ses séances, sous la présidence de Madame le Maire, après convocation légale en date du 26 mars 2024.

**Présents :** Valérie GRAFEUILLE-ROUDET, Jean-Jacques RAMADE, Christel GIRARDIN-FAURE, Guy DARNAUD, Andrée AIME, Jean-François GLEYZES, Virginie FURCATE-CHASTAING, Arlette BLANC, Joëlle LOUMAN, Régis BERGE, Martine MERCADAL, Annie HILAIRE, Catherine PRADELLES, Ludovic ANDRIEUX, Jean-Marc BOUVIER, Christophe COLOMBIES, Muriel PINAUD, Thomas BONNAFOUS, Paul CANEVESE, Julien SIDOBRE, Nicole MARQUIE, Jean-Philippe MAIQUES, Jean-Luc GAXIEU, Alexandra MAZAS-CANDEIL.

### **Absents excusés ayant donné procuration :**

Madame Christine BIGNON (procuration Monsieur Jean-Jacques RAMADE), Madame Muriel GOURDOU (procuration Madame Catherine PRADELLES), Monsieur Joël SOULOUMIAC (procuration Madame Joëlle LOUMAN)

**Absents excusés :** Aucuns

**Absents :** Aucuns

Les conseillers présents forment la majorité des membres en exercice, le quorum d'au moins 50% des élus étant ainsi atteint.

En application de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Julien SIDOBRE est désignée secrétaire de séance.

Présents	24	<b>Délibération n°CM-2024-04-08-05 – Approbation des taux de fiscalité locale directe pour l'année 2024</b>
Procurations	3	
Votants	27	
Pour	27	
Contre	0	
Abstention	0	

**Vu** le Code Général des impôts et notamment son article L.1380 disposant de l'établissement annuel d'une taxe foncière sur les propriétés bâties, dont l'assiette d'imposition est définie par la valeur locative fixée au regard de l'article L.1388 du même code.

**Vu** le Code Général des impôts et notamment son article L.1393 disposant de l'établissement annuel d'une taxe foncière sur les propriétés non bâties, dont l'assiette d'imposition est définie par la valeur locative fixée au regard de l'article L.1396 du même code.

**Vu** le Code Général des impôts et notamment son article L.1407 disposant de l'établissement annuel d'une taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les autres locaux meublés non

affectés à l'habitation principale, dont l'assiette d'imposition est définie par la valeur locative fixée au regard de l'article L.1409 du même code.

Vu le Code Général des impôts et notamment son article L1447-0 disposant l'établissement d'une contribution économique territoriale composée d'une cotisation foncière des entreprises, définie par l'article L.1447 du même code et dont la base d'imposition est définie à l'article L.1467 du même code.

Vu le Code Général des impôts et notamment ses articles L.1494 à 1518D disposant des règles d'évaluation de la valeur locative des biens imposables au titre des contributions susmentionnées.

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article L.1379, disposant que les communes perçoivent notamment la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties, et la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale, et la cotisation foncière des entreprises.

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article L.1636B sexies disposant que les Conseils Municipaux votent chaque année les taux de fiscalité pour les taxes foncières, d'habitation sur les résidences secondaires et de cotisation foncière des entreprises, et disposant des règles d'encadrement des taux.

Vu le Code Général des Impôts, et notamment son article L.1609 nonies C, disposant que l'établissement public de coopération intercommunale, au titre de l'article L.1379-0 bis du même code, se substitue aux communes membres pour les dispositions relatives à la cotisation foncière des entreprises et pour la perception du produit de cette taxe.

Vu le Code Général des Impôts, et notamment son article L.1639A, disposant que les communes doivent faire connaître leurs décisions en matière de taux de fiscalité avant le 15 avril de chaque année aux services fiscaux.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'état fiscal n°1259 établis par les services fiscaux au titre de l'année 2024 pour la commune, et joint à la présente délibération.

Considérant que le Conseil Municipal doit se prononcer sur les taux de la taxe foncière sur la propriété bâtie et sur la propriété non-bâtie, ainsi que sur celui de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale.

Considérant que pour la cotisation foncière des entreprises, la communauté de communes des Terres du Lauragais est substituée dans les droits de la commune.

Considérant que les bases d'impositions définitives au terme de l'année 2023 pour la taxe foncière sur la propriété bâtie sont établies à 6 257 966€, et son à titre prévisionnelles anticipées à 6 487 000€, notamment au regard du coefficient de revalorisation des bases fiscales, fixé à 1.039 pour l'année 2024.

Considérant que les bases d'impositions définitives au terme de l'année 2023 pour la taxe foncière sur la propriété non-bâtie sont établies à 42 486€, et son à titre prévisionnelles anticipées à 44 100€, notamment au regard du coefficient de revalorisation des bases fiscales, fixé à 1.039 pour l'année 2024.

Considérant que les bases d'impositions définitives au terme de l'année 2023 pour la taxe d'habitation sont établies à 491 340€, et son à titre prévisionnelles anticipées à 364 500€, notamment au regard du coefficient de revalorisation des bases fiscales, fixé à 1.039 pour l'année 2024.

Considérant que pour l'année 2023, le taux de la taxe foncière sur la propriété bâtie était fixé à 54.11%, celui de la taxe foncière sur la propriété non-bâtie était fixé à 160.19% et celui de la taxe d'habitation à 16.24%.

Considérant la volonté de l'assemblée délibération de ne pas modifier ces taux pour l'exercice 2024.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré décide :

Article 1 :

Le Conseil Municipal approuve les taux pour les impôts directs locaux au titre de l'année 2024 comme suit :

Taxe foncière sur les propriétés bâties	54.11%
Taxes foncières sur les propriétés non bâties	160.19%
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale	16.24%

Article 2 :

Le Maire et les services municipaux sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré à Villefranche de Lauragais, le 8 avril 2024.

Le Maire,  
Valérie GRAFEUILLE ROUDET



Le secrétaire de séance,  
Julien SIDOBRE

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de la présente publication, par courrier postal (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 7 ; Téléphone 05.62.73.57.57 ;*



Fax 05.62.73.57.40 ; ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant :  
<http://www.telerecours.fr>

Conseillers	Pour	Contre	Abst	Conseillers	Pour	Contre	Abst
GRAFEUILLE-ROUDET	X			PRADELLES	X		
RAMADE	X			GOURDOU	X		
GIRARDIN-FAURÉ	X			ANDRIEUX	X		
DARNAUD	X			BOUVIER	X		
AIMÉ	X			COLOMBIES	X		
GLEYZES	X			SIDOBRE	X		
FURCATE-CHASTAING	X			PINAUD	X		
BLANC	X			BONNAFOUS	X		
BIGNON	X			CANEVESE	X		
LOUMAN	X			MARQUIE	X		
SOULOUMIAC	X			MAIQUES	X		
BERGÉ	X			GAXIEU	X		
MERCADAL	X			MAZAS-CANDEIL	X		
HILAIRE	X						